

chose. Peut-être a-t-on eu tort de part et d'autre dans la décision finale au sujet des mesures qui seraient prises à cet égard.

M. Hees: J'espère certainement que cela sera l'une des premières questions à examiner à la prochaine session. J'espère qu'on établira le comité en l'autorisant à convoquer des témoins, car des gens comme ceux dont le député de Lambton-Ouest a parlé ce matin sont certes capables d'apporter une aide extraordinaire. Avant l'adoption du crédit, le ministre dira, j'espère, que ce sera l'un des premiers sujets soumis à la Chambre lors de la prochaine session et que le comité sera établi et autorisé à convoquer des témoins importants.

C'est une question capitale, les recherches étant essentielles au maintien de notre rang commercial dans le monde.

Comme l'a signalé hier le député d'Eglington, l'Allemagne de l'Ouest vient de nous enlever le troisième rang parmi les nations commerçantes du monde. Il suffit de lire les rapports sur le commerce et les comptes rendus des assemblées annuelles des sociétés industrielles pour constater que bien des produits canadiens sont supplantés par les produits venant d'autres pays à cause du prix ou de la conception ou pour ces deux motifs à la fois. Nous constatons à nos dépens que les gens au Canada ne s'inspirent pas de considérations d'ordre national dans leurs achats. Si les produits étrangers sont mieux conçus et se vendent au même prix ou si étant de valeur égale quant à la conception ils se vendent moins cher, ils seront presque invariablement achetés de préférence aux produits canadiens qui ne sont pas de taille. La conclusion bien évidente qu'il faut adopter, c'est qu'il nous incombe de faire en sorte que les produits canadiens possèdent les caractéristiques recherchées par les consommateurs du Canada. Si nous n'y parvenons pas, nous ne vendrons pas nos produits et le chômage croîtra sans cesse comme ce fut le cas ces dernières années.

Nous nous laissons distancer dans la course aux marchés, tant au pays même qu'à l'étranger. Le dernier rapport présenté relativement au commerce par le Bureau fédéral de la statistique le montre sans conteste. On y déclare qu'au cours des cinq premiers mois de l'année, nos importations ont dépassé nos exportations de 128 millions. L'an dernier durant la même période de cinq mois, les importations n'ont dépassé les exportations que de 109 millions. Il y a une augmentation de 17 p. 100, certes assez sensible.

Cet état de choses s'est manifesté, ces cinq derniers mois, par une augmentation très grave du chômage qui durant trois mois con-

scutifs a atteint les sommets d'après-guerre. C'est dans une large mesure attribuable au fait que les produits canadiens se trouvaient déclassés, comme je l'ai dit, au point de vue des prix et des modèles ou les deux ensemble, par les produits d'autres pays. On voit donc clairement qu'après avoir profité pendant quinze ans d'un marché dominé par le vendeur, nous sommes maintenant en face d'une rude concurrence, qui ira s'aggravant de mois en mois à mesure que les pays dont la capacité de production a été désorganisée ou détruite pendant la guerre retrouveront peu à peu leurs moyens.

De plus, des pays qui, comme les États-Unis, ont grandement accru leur productivité industrielle au cours de la guerre, peuvent maintenant produire beaucoup plus que ce que peut absorber le marché intérieur et cherchent par conséquent de nouveaux marchés où écouler leur excédent de production.

Il est également manifeste, monsieur le président, que nous ne pouvons refuser la concurrence d'importations, puisque notre prospérité dépend dans une très large mesure de notre commerce d'exportations. Nos clients étrangers n'achèteront certes pas nos produits si nous ne leur permettons pas de vendre les leurs au Canada et de concurrencer équitablement les nôtres.

D'où il suit, c'est la conclusion qui s'impose, que si nous voulons accroître ou même conserver nos marchés actuels, marché intérieur et marché d'exportation, nous devons améliorer nos modèles et abaisser notre prix de revient. Comment allons-nous le faire? Nous devons, c'est évident, suivre l'exemple de deux de nos principaux concurrents, la Grande-Bretagne et les États-Unis, qui ont beaucoup intensifié leurs programmes de recherche industrielle et, grâce à un programme de recherche industrielle analogue, mettre sur le marché des produits nouveaux, meilleurs, de meilleurs modèles et aussi améliorer l'efficacité de nos méthodes de production.

Les pays qui sont aujourd'hui nos plus rudes concurrents, Grande-Bretagne, États-Unis, Allemagne occidentale, Japon, Tchécoslovaquie et bien d'autres, ont d'importants programmes de recherche industrielle. Ils ont réussi à envahir des marchés qui étaient nôtres et à y supplanter les produits canadiens. Si nous ne leur tenons pas tête, du moins en proportion de notre population, nous allons continuer de perdre tous les jours du terrain dans la lutte pour les marchés dont dépend le bien-être des travailleurs canadiens. Le chômage continuera de s'aggraver chaque année comme nous le constatons depuis quelques années. Nous ne pouvons vraiment pas nous croiser les bras en contemplant ce qui se passe.